

ACTES DE L'ETAT

MINISTRE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Arrêté n° 3056 du 22 juin 1988 abrogeant certaines dispositions de l'arrêté n° 2823 du 4 octobre 1982 portant classement de centres de réception radioélectrique exploités par l'Office des Postes et Télécommunications de la Nouvelle-Calédonie,

Le Ministre des Postes et Télécommunications et de l'Espace,

Vu la loi n° 49-759 du 9 juin 1949 établissant des servitudes et obligations dans l'intérêt des réceptions radioélectriques et notamment son article 2,

Vu le décret n° 66-811 du 27 octobre 1966 portant transfert au Ministre des Postes et Télécommunications d'attributions du Ministre d'Etat en matière de postes et télécommunications dans les territoires d'Outre-Mer,

Vu l'arrêté n° 2823 du 4 octobre 1982 classant en 1ère catégorie les centres de réception radioélectrique de Bourail OPT, Canala OPT, Fayaoué OPT, Gogorotou OPT, Gouemba OPT, Hienghène OPT, Houaïlou OPT, Houaïlou Passif OPT, Kafeate OPT, Kedeigne Cote 85 OPT, Kouaoua OPT, Koumac OPT, Koyaboa Passif OPT, La Foa OPT, Le Cap OPT, Me Aiu OPT, Mont Do OPT, Mueo OPT, Ndjaouari OPT, Poindimié OPT, Ponérihouen OPT, Popoméou Passif OPT, Poro OPT, Ruete OPT, Sanatorium OPT, Sommet Ravel Passif OPT, Thio OPT, Thio Passif OPT, Tontouta OPT, Touho OPT, Tsiba OPT, et Wé Falaise OPT (Nouvelle-Calédonie),

Sur le rapport du Directeur Général du Bureau d'Etudes des Postes et Télécommunications d'Outre-Mer,

A r r ê t e

Art. 1^{er} - Les dispositions de l'arrêté susvisé du 4 octobre 1982 sont abrogées, en ce qui concerne les centres de Gouemba OPT, Ruete OPT, Koumac OPT, et Fayaoué OPT (Nouvelle-Calédonie).

Art. 2 - Le Directeur Général du Bureau d'Etudes des Postes et Télécommunications d'Outre-Mer, le Haut-Commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie et le Directeur Général de l'Office des Postes et Télécommunications de la Nouvelle-Calédonie sont chargés en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera promulgué dans ce Territoire.

Fait à Paris, le 22 juin 1988

Pour le Ministre des Postes et Télécommunications
et de l'Espace
et par délégation
par empêchement
Directeur de la Production
Le Sous-Directeur
M. MACRESY

Arrêté n° 3057 du 22 juin 1988 portant classement de centres de réception radioélectrique exploités par l'Office des Postes et Télécommunications de la Nouvelle-Calédonie

Le Ministre des Postes et Télécommunications et de l'Espace,

Vu la loi n° 49-759 du 9 juin 1949 établissant des servitudes et obligations dans l'intérêt des réceptions radioélectriques et notamment son article 2,

Vu le décret n° 66-811 du 27 octobre 1966 portant transfert au Ministre des Postes et Télécommunications d'attributions du Ministre d'Etat en matière de postes et télécommunications dans les territoires d'Outre-Mer,

Vu l'avis du Comité de Coordination des Télécommunications en date du 3 mai 1988,

Sur le rapport du Directeur Général du Bureau d'Etudes des Postes et Télécommunications d'Outre-Mer,

A r r ê t e

Art. 1^{er} - Les centres de réception radioélectrique de Gouemba OPT, Ruete OPT, Koumac OPT, et Fayaoué OPT (Nouvelle-Calédonie) exploités par l'Office des Postes et Télécommunications de la Nouvelle-Calédonie sont classés en première catégorie.

Art. 2 - Le Directeur Général du Bureau d'Etudes des Postes et Télécommunications d'Outre-Mer, le Haut-Commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie et le Directeur Général de l'Office des Postes et Télécommunications de la Nouvelle-Calédonie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera promulgué dans ce Territoire.

Fait à Paris, le 22 juin 1988

Pour le Ministre des Postes et Télécommunications
et de l'Espace
et par délégation
par empêchement
Directeur de la Production
Le Sous-Directeur
M. MACRESY

Arrêté n° 3058 du 22 juin 1988 portant classement de centres de réception radioélectrique exploités par l'Office des Postes et Télécommunications de la Nouvelle-Calédonie,

Le Ministre des Postes et Télécommunications et de l'Espace,

Vu la loi n° 49-759 du 9 juin 1949 établissant des servitudes et obligations dans l'intérêt des réceptions radioélectriques et notamment son article 2,

Vu le décret n° 66-811 du 27 octobre 1966 portant transfert au Ministre des Postes et Télécommunications d'attributions du Ministre d'Etat en matière de postes et télécommunications dans les territoires d'Outre-Mer,

Vu l'avis du Comité de Coordination des Télécommunications en date du 26 avril 1988,

Sur le rapport du Directeur Général du Bureau d'Etudes des Postes et Télécommunications d'Outre-Mer,

A r r ê t e

Art. 1^{er} - Les centres de réception radioélectrique de Colnett OPT, Kuto OPT, Mandjelia OPT, Ouégoa OPT, OUNGONE OPT, Pouébo OPT, Poum OPT, Sommet Ravel Passif 2 OPT, Tiébaghi OPT et WAho OPT (Nouvelle-Calédonie) exploités par l'Office des Postes et Télécommunications de la Nouvelle-Calédonie sont classés en première catégorie.

Art. 2 - Le Directeur Général du Bureau d'Etudes des Postes et Télécommunications d'Outre-Mer, le Haut-Commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie et le Directeur Général de l'Office des Postes et Télécommunications de la Nouvelle-Calédonie sont chargés en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera promulgué dans ce Territoire.

Fait à Paris, le 22 juin 1988

Pour le Ministre des Postes et Télécommunications
et de l'Espace
et par délégation
par empêchement
Directeur de la Production
Le Sous-Directeur
M. MACRESY